

INTERVENTION DE J. SYLLA AU CONSEIL GÉNÉRAL

Le caractère non démocratique de la préparation du Plan s'est aggravé par la volonté du pouvoir. S'il est vrai que nous pouvons dissenter sur les réels besoins du département cela ne va pas plus loin. Les décisions sont prises ailleurs.

Le VII^e Plan comporte une politique de soutien sélectif qui, sous le thème du « redéploiement » va permettre à quelques groupes capitalistes à tendance multinationale, non seulement de défendre leurs capitaux face aux risques de dévalorisation mais également de favoriser encore leur grossissement.

Tel est l'objectif essentiel du VII^e Plan.

Avec ce plan, c'est la poursuite et l'aggravation de la politique d'austérité actuelle. En effet, il vise à réduire la part relative réservée à la consommation intérieure.

Ce résultat sera obtenu non seulement par la pression, sur les revenus nominaux, mais encore par l'alourdissement prévisible de la fiscalité directe qui pèse sur les travailleurs, par la limitation des prestations sociales, sous prétexte de sélectivité, par le transfert aux familles de charges en matière d'école, de santé, de logement, de sport et de loisirs.

Le fait principal du « redéploiement » est le financement public au profit exclusif de la production et de l'exportation capitaliste et au détriment du financement par l'Etat des équipements publics...

...Cette politique contractuelle est le corollaire institutionnel logique de l'austérité sélective. C'est la meilleure enveloppe pour faire assumer aux collectivités locales la responsabilité financière et politique, tout en réservant la décision au représentant du gouvernement.

Ainsi l'objectif est de placer tout le territoire en situation de crise et de large autogestion de sa

crise. Il faut non seulement faire passer l'austérité mais surtout la faire assumer par d'autres que l'Etat.

Avec le « redéploiement » à l'intérieur du département de ce qui pourra l'être, vers les villes moyennes, les petites villes et les bourgs ruraux, surgiront de nouvelles difficultés et, en premier lieu, dans les grandes agglomérations de l'Oise qui devront faire face à des dépenses importantes sur la base d'une activité économique ralentie.

En ce qui concerne la réalisation du VI^e Plan au niveau de la région, on peut dire qu'il n'est pas atteint puisque les autorisations de programme calculées en France 1970 atteignent 89 % de l'hypothèse basse et 79 % de l'hypothèse haute, d'où un important retard par rapport aux prévisions dans de nombreux secteurs.

Les subventions sur les investissements des collectivités locales sont en diminution. Elles passent de 17,2 % en 1968 à 10,4 % en 1974.

Sans le logement, en 1974 les dépenses des collectivités locales se sont élevées à 74,7 % du montant total des investissements réalisés alors que l'Etat n'en a supporté que 25,3 %.

Si l'on retire la T.V.A. au taux de 17,6 % il apparaît que la réalisation des équipements publics n'a pas coûté beaucoup à l'Etat.

Par contre, la manne de cadeaux aux grandes sociétés capitalistes était bien chargée puisque les subventions versées aux industries agricoles et alimentaires au cours du VI^e Plan dépassent le million de francs.

Combien demain l'Etat versera-t-il à la Société Européenne de Brasserie ?

Voilà la politique qui est faite en faveur des plus gros pendant que les collectivités locales connais-

sent des difficultés énormes, que des petites entreprises industrielles et commerciales ferment, que des salariés voient régresser leur pouvoir d'achat et que nombreux sont ceux qui perdent leur emploi, sans oublier les centaines de milliers de personnes âgées qui vivent dans le dénuement.

En ce qui concerne le bilan dressé par Monsieur le Préfet, il est éloquent.

Insuffisances dans l'enseignement pré-scolaire et technique et nous avons en outre le triste « privilège » d'être l'un des rares départements sans lycée agricole alors que l'agriculture représente une part importante des activités économiques de l'Oise.

Insuffisances dans le domaine de la formation professionnelle et le secteur social.

Enfin, insuffisances dans le réseau routier et le téléphone. Cela malgré l'effort financier important consenti par le département.

Ainsi, nous constatons des insuffisances dans de nombreux domaines vitaux pour les populations.

Cette situation, c'est l'aboutissement de la mauvaise politique du pouvoir.

Mettre un terme au pillage du pays par les grandes féodalités financières et industrielles, c'est une nécessité urgente, il y va de l'intérêt de la nation.

La mise en œuvre d'une autre politique s'impose rapidement, celle de l'union de la gauche avec le programme commun, c'est-à-dire la seule conforme aux intérêts de tous ceux qui vivent de leur travail.

Ceci dit je voterai contre le rapport préliminaire d'orientation pour les raisons que je viens d'expliquer et je ne saurais cautionner le reste des propositions de Monsieur le Préfet.

Cependant mon vote contre ne signifie aucunement que je suis opposé aux équipements dont le département a besoin.